

INTERCOMMUNALITÉS DE FRANCE

Des élections intercommunales qui se joueront avant tout sur le bilan et le pragmatisme

Réalisée auprès d'un échantillon représentatif de 2 000 personnes, cette étude montre que loin d'être un exercice facile, le renouvellement des exécutifs intercommunaux prévu en mars se jouera beaucoup sur le bilan des sortants et leur capacité à proposer un pilotage pragmatique de leur collectivité.

A. Une aspiration à un exécutif intercommunal pragmatique et transpartisan

1. Près d'un Français sur deux (45%) souhaite qu'après les élections, la politique de leur intercommunalité repose sur des compromis entre toutes les tendances politiques, plutôt qu'elle suive la ligne imposée par une ligne idéologique majoritaire (31%). Signe d'une culture politique locale tournée vers le consensus, cette volonté est plus marquée dans les petites intercommunalités comme les communautés de communes (47%).

2. Le fait que le président de leur intercommunalité n'affiche pas d'étiquette politique est jugé beaucoup plus positivement (44%) que négativement (17%) par les Français, tandis qu'un quart d'entre eux n'y accorde pas d'importance. Ces chiffres confirment leur attente à l'égard d'un pilotage pragmatique de leur collectivité.

3. Le choix des électeurs aux prochaines élections intercommunales sera d'ailleurs avant tout dicté par le programme et les projets des listes (69%) en présence : à peine un électeur sur trois (36%) prendra en compte l'étiquette politique dans son vote, signe que leur logique de vote sera avant tout ancrée dans le local et l'opérationnel.

B. Loin d'être un exercice facile, le renouvellement des exécutifs intercommunaux se jouera beaucoup sur le bilan...

4. Un Français sur deux (50%) souhaite la réélection du président de son intercommunalité, un score relativement proche de celui du maire (57%). Cet écart limité suggère que, même si la figure du maire reste devant, la popularité de l'exécutif intercommunal tend à se rapprocher de celle de l'échelon communal, signe d'une montée en visibilité et en légitimité de l'intercommunalité dans l'opinion.

5. Le bilan de l'équipe sortante à l'échelle intercommunale joue un rôle déterminant pour un électeur sur deux (50%), signe que si l'action intercommunale reste moins incarnée qu'à l'échelon communal, elle pèse désormais dans l'évaluation électorale.

C. ... dans un scrutin intercommunal encore mal connu que les Français veulent placer sous le sceau de la démocratisation et de la transparence

6. Seuls 31% des Français savent que les habitants des communes de plus de 1 000 habitants élisent les conseillers intercommunaux en même temps que les conseillers municipaux, ce qui met en lumière un déficit de connaissance préoccupant sur le fonctionnement institutionnel local.

7. Près de 9 Français sur 10 (88%) estiment que les candidats à la présidence de l'intercommunalité devraient se déclarer avant le scrutin, révélant une exigence très forte de transparence sur une fonction clé mais encore peu incarnée politiquement.

8. 85% des Français souhaitent l'élection au suffrage universel direct des conseillers intercommunaux dans les communes de moins de 1 000 habitants, confirmant en cela une aspiration à une égalité démocratique entre territoires, quels que soient leur taille.

Fiche technique :

Etude Ifop pour Intercommunalités de France réalisée par questionnaire auto-administré du 10 au 12 septembre 2025 auprès d'un échantillon national représentatif de 2 000 personnes âgées de 18 ans

CONTACT PRESSE INTERCOMMUNALITÉS DE FRANCE :

Yoann Jacquet - 06 71 50 65 88 – y.jacquet@intercommunalites.fr

François Kraus (Dir. du pôle « Politique / Actualités ») - 0661003776 – francois.kraus@ifop.com

Les enseignements complets de l'enquête

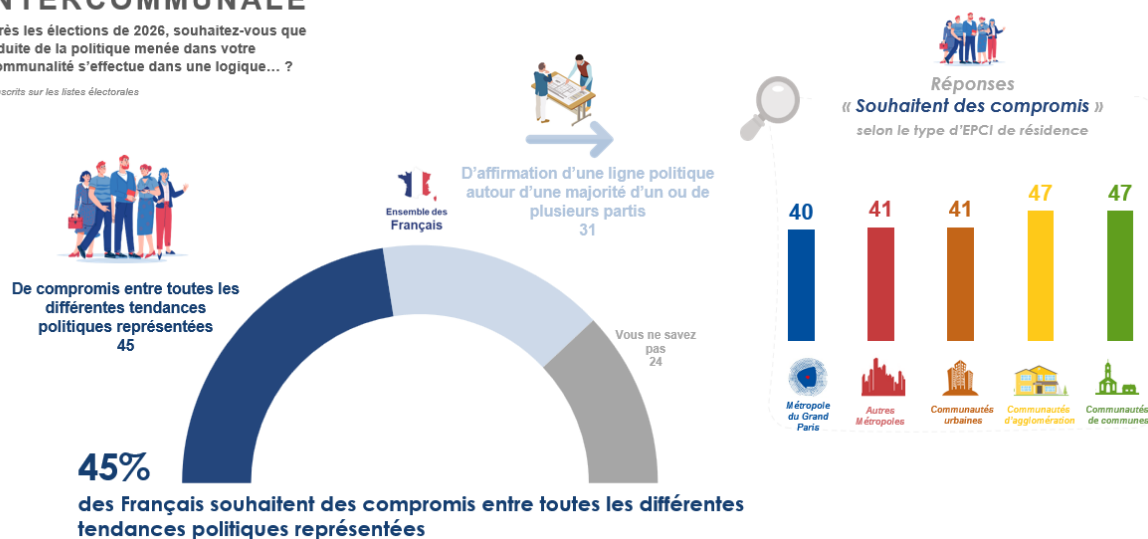
A. Une aspiration à un exécutif intercommunal pragmatique et transpartisan

1. Près d'un Français sur deux (45%) souhaite qu'après les élections de 2026, la politique de leur intercommunalité repose sur des compromis entre toutes les tendances politiques, plutôt qu'elle suive la ligne imposée par une majorité idéologique (31%). Signe d'une culture politique locale tournée vers le consensus, cette volonté est très marquée dans les petites structures comme les communautés de communes (47%).

LE JUGEMENT SUR LA MANIÈRE DE CONDUIRE LA POLITIQUE INTERCOMMUNALE

Q : Après les élections de 2026, souhaitez-vous que la conduite de la politique menée dans votre intercommunalité s'effectue dans une logique... ?

Base : inscrits sur les listes électorales

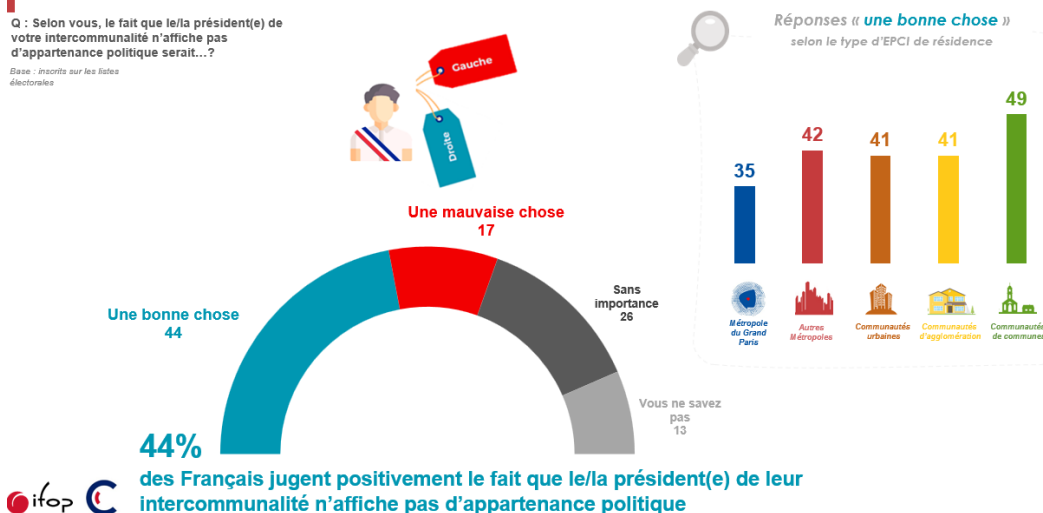


2. Le fait que le président de leur intercommunalité n'affiche pas d'étiquette politique est jugé beaucoup plus positivement (44%) que négativement (17%) par les Français, tandis qu'un quart d'entre eux n'y accorde pas d'importance. Ces chiffres confirment leur attente à l'égard d'un pilotage pragmatique de leur collectivité.

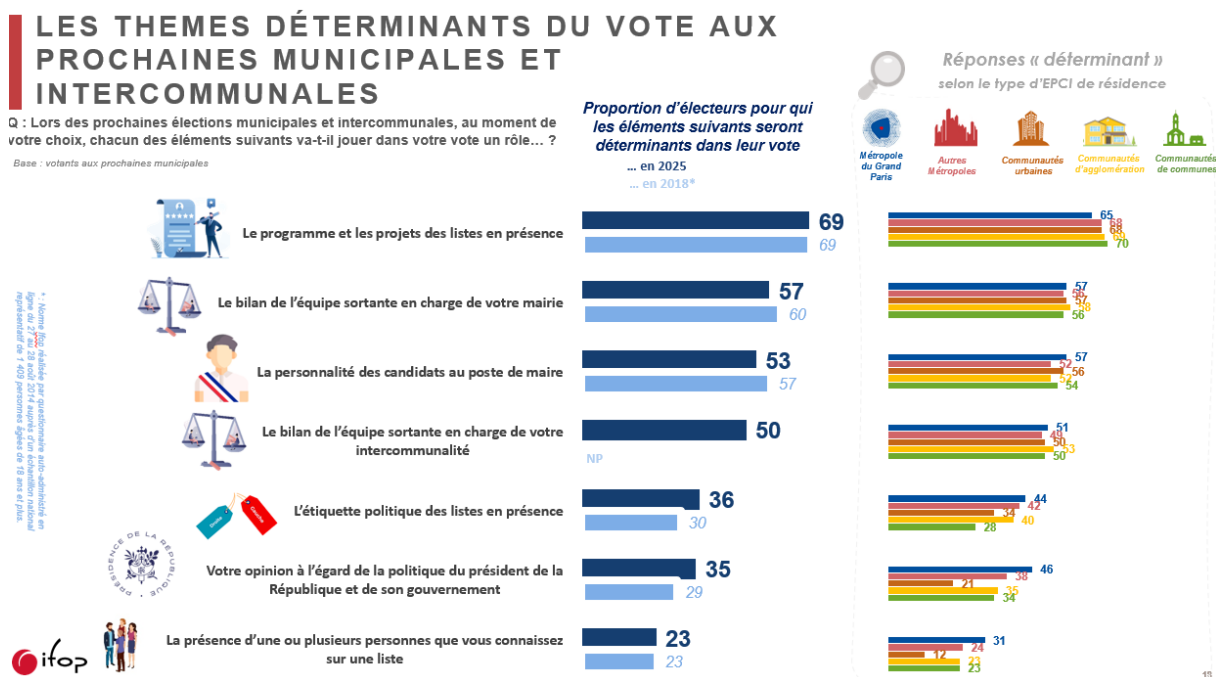
LE JUGEMENT SUR L'AFFICHAGE D'UNE ÉTIQUETTE PARTISANE DES PRÉSIDENTS D'INTERCOMMUNALITÉ

Q : Selon vous, le fait que le/la président(e) de votre intercommunalité n'affiche pas d'appartenance politique serait... ?

Base : inscrits sur les listes électorales

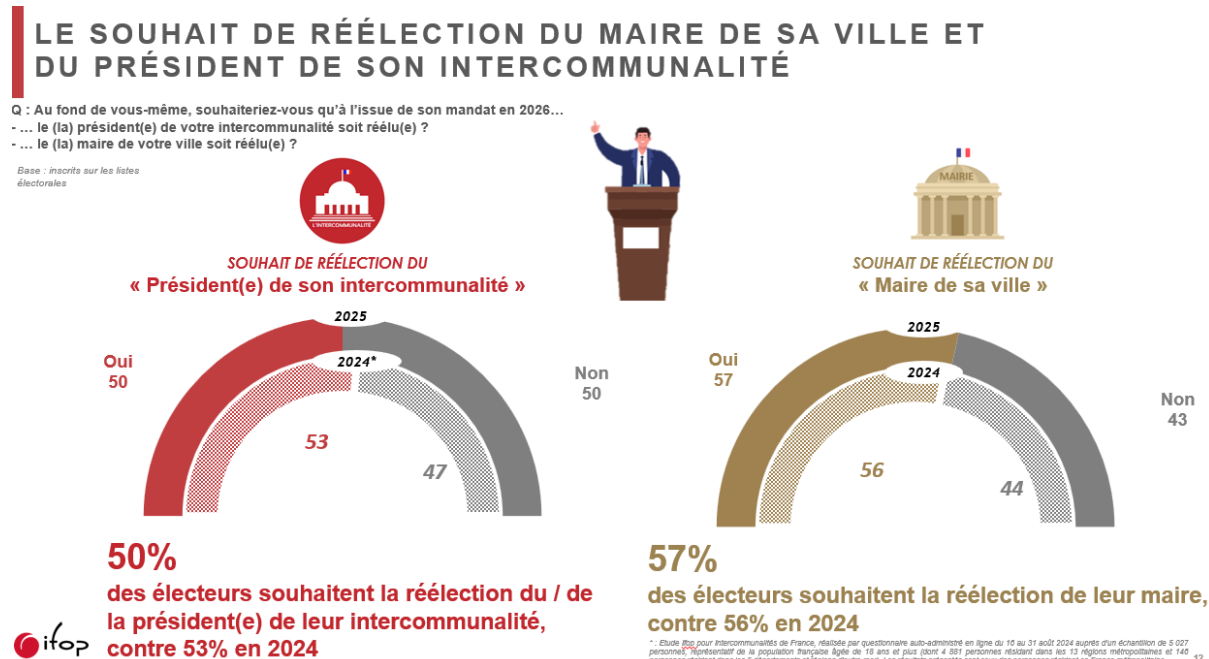


3. Le choix des électeurs aux prochaines élections communautaires sera d'ailleurs avant tout dicté par le programme et les projets des listes (69%) en présence : à peine un électeur sur trois (36%) prendra en compte l'étiquette politique dans son vote, signe que leur logique de vote sera avant tout ancrée dans le local et l'opérationnel.



B. Loin d'être un exercice facile, le renouvellement des exécutifs intercommunaux se jouera beaucoup sur le bilan...

4. Un Français sur deux (50%) souhaite la réélection du président de son intercommunalité, un score relativement proche de celui du maire (57%). Cet écart limité suggère que, même si la figure du maire reste devant, la popularité de l'exécutif intercommunal tend à se rapprocher de celle de l'échelon communal, signe d'une montée en visibilité et en légitimité de l'intercommunalité dans l'opinion.

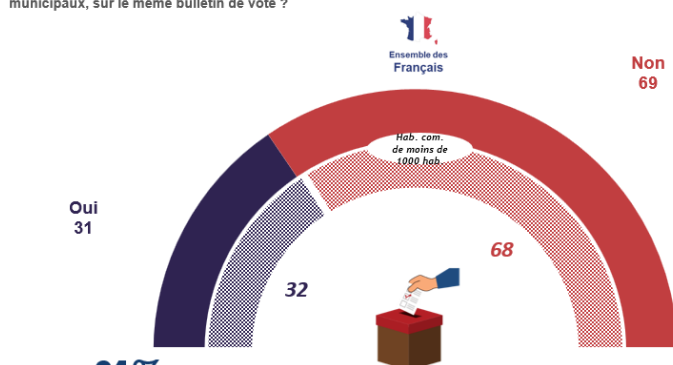


5. Le bilan de l'équipe sortante à l'échelle intercommunale joue un rôle déterminant pour un électeur sur deux (50%), signe que si l'action intercommunale reste moins incarnée qu'à l'échelon communal, elle pèse désormais dans l'évaluation électorale.

C. ... dans un scrutin intercommunal encore mal connu que les Français veulent placer sous le sceau de la démocratisation et de la transparence

6. Seuls 31% des Français savent que les habitants des communes de plus de 1 000 habitants élisent les conseillers intercommunaux en même temps que les conseillers municipaux, ce qui met en lumière un déficit de connaissance préoccupant sur le fonctionnement institutionnel local.

Q : Saviez-vous que, dans les communes de plus de 1 000 habitants, les citoyens élisent les élus de leur intercommunalité en même temps que les conseillers municipaux, sur le même bulletin de vote ?



31%

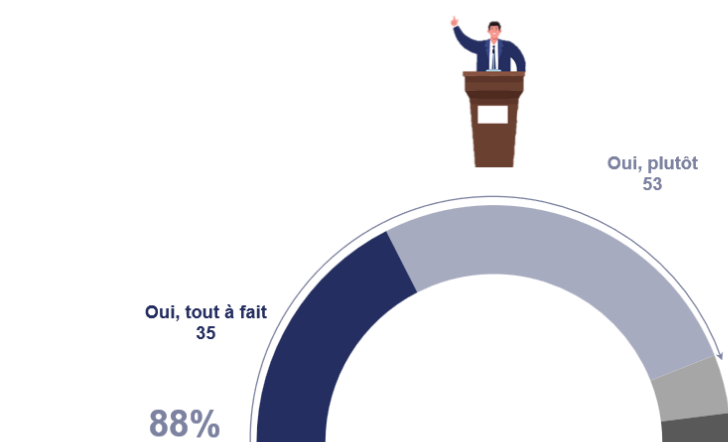
des Français savent que, dans les communes de plus de 1 000 habitants, les citoyens élisent les élus de leur intercommunalité en même temps que les conseillers municipaux

Réponses « Oui »
selon le type d'EPCI de résidence



7. Près de 9 Français sur 10 (88%) estiment que les candidats à la présidence de l'intercommunalité devraient se déclarer avant le scrutin, révélant une exigence très forte de transparence sur une fonction clé mais encore peu incarnée politiquement.

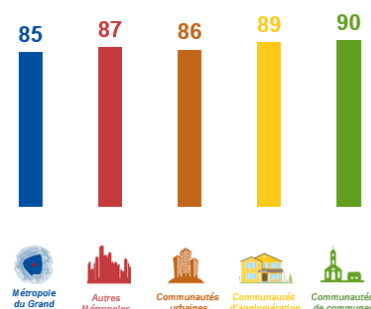
Q : Lors des élections de 2026, vous élirez les conseillers municipaux et intercommunaux qui éliront ensuite le maire de la commune et le président de l'intercommunalité. Les candidats à la fonction de maire se déclarent souvent à l'avance. Selon vous, les prétendants à la fonction de président(e) de l'intercommunalité devraient-ils également se déclarer en amont ?



88%

des Français estiment que les prétendants à la fonction de président(e) de l'intercommunalité devraient se déclarer en amont

Réponses « Oui »
selon le type d'EPCI de résidence



8. 85% des Français souhaitent l'élection au suffrage universel direct des conseillers intercommunaux dans les communes de moins de 1 000 habitants, reflétant une aspiration à une égalité démocratique entre territoires, quels que soient leur taille.